

L'investiture de Tshisekedi, le cinquième président

RD CONGO La cérémonie sera brève et peu fréquentée par les « Grands » de ce monde

► La prestation de serment du nouveau président représentera un événement historique.
► C'est la première passation pacifique du pouvoir depuis l'indépendance de l'ex-Congo belge.

Félix Tshisekedi, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle par la Cour Constitutionnelle, prêtera serment à partir de midi dans un lieu symbolique, le Palais de la Nation à Kinshasa, siège de l'actuelle présidence. C'est là que, le 30 juin 1960, l'indépendance avait été proclamée en présence du roi Baudouin et que le Premier ministre Patrice Lumumba avait prononcé son discours historique.

A 55 ans, ayant vécu une grande partie de sa vie en Belgique dans l'ombre de son père Étienne, Félix Tshisekedi deviendra le cinquième président de la République, prenant le relais de Joseph Kabila qui avait prêté serment le 26 janvier 2001 dans des circonstances dramatiques, l'assassinat de son père Laurent Désiré Kabila qui avait lui-même chassé du pouvoir le président Mobutu dont le règne avait duré 32 ans.

A Kinshasa, depuis la proclamation des résultats par la Cour Constitutionnelle, le calme règne et la population, dans son ensemble, paraît se satisfaire d'avoir obtenu l'alternance et de voir un représentant de l'opposition accéder à la charge suprême. A Limete, le fief de la famille Tshisekedi, et dans les quartiers où les ressortissants du Kasai sont nombreux, la population est en fête depuis di-

manche. Ailleurs, on fait son deuil de la défaite de Martin Fayulu, présenté comme le véritable vainqueur du scrutin par les observateurs déployés par l'Eglise catholique.

Jusqu'à présent M. Fayulu a refusé de reconnaître la victoire de Félix Tshisekedi, qu'il dénonce comme un « putsch électoral » et il s'est auto-proclamé « président élu ». Mais en l'absence de vaste mouvement de soutien populaire, ses protestations tombent à plat et la coalition Lamuka - « Réveille-toi ! » - qui l'avait porté jusqu'à la compétition finale risque de se fissurer car il ne serait pas étonnant que certains de ses membres fassent tôt ou tard des offres de service au nouveau président.

La prestation de serment et la passation de pouvoir se dérouleront cependant dans une relative discrétion, car les Occidentaux, qui ont de sérieux doutes sur la validité du résultat proclamé, auront une représentation minimale : l'Union européenne, dont le représentant officiel, le

Belge Bart Ouyry avait été expulsé la veille des élections, sera représentée par un chargé d'affaires. Quant à la Belgique, elle sera représentée elle aussi par un chargé d'affaires, aucun diplomate n'ayant été renvoyé à Kinshasa depuis le rappel de l'ambassadeur en poste en début d'année. A toutes fins utiles, le dispositif militaire déployé à Kinshasa a été cependant renforcé et des conseils de prudence ont été réitérés aux Belges se trouvant au Congo.

L'Union africaine, dont la médiation proposée par le président Kagame a été prise de vitesse par la proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle congolaise, a exprimé, comme l'Union européenne, sa

volonté de travailler avec le président Tshisekedi et toutes les parties congolaises. Les Etats-Unis ont eux aussi reconnu, mercredi, le nouveau chef de

Dans un premier temps, tout indique que le futur Premier ministre devra être issu du Front commun pour le Congo, la vaste coalition mise sur pied autour de Kabila

l'Etat, écartant les inquiétudes exprimées précédemment autour du scrutin.

Sous l'impulsion de l'Afrique du Sud et de plusieurs pays d'Afrique australe, le continent africain a lui aussi reconnu la victoire de Félix Tshisekedi et on observera avec attention le nombre de chefs d'Etat du continent présents à la cérémonie.

Après cet événement lourd de symboles, les « choses sérieuses » commenceront : le nouveau président ne manque pas seulement d'expérience (ce qui peut s'acquérir rapidement), il ne dispose guère de relais au sein de l'armée et des forces de sécurité, n'a aucun contrôle sur les finances et surtout, il ne peut compter sur une majorité de députés à l'Assemblée. Avant même sa prestation de serment, Félix Tshisekedi ou ses proches ont d'ailleurs rencontré des officiels et des généraux issus de l'appareil d'Etat et sécuritaire sur lesquels Joseph Kabila règnait depuis 18 ans.

Dans un premier temps en tout cas, tout indique que le futur Premier ministre devra être issu du Front commun pour le Congo, la vaste coalition mise sur pied autour de Kabila.

Des noms sont cités, comme celui d'Albert Yuma, l'influent

patron de la Gecamines mais Vital Kamerhe, le co-listier et directeur de campagne de Tshisekedi, qui mena ce dernier à la victoire, affiche aussi beaucoup d'appétit pour ce poste et pourrait encourager des transfuges venant d'autres formations à venir renforcer la Coalition pour le changement - CaCh - regroupée autour du nouveau chef de l'Etat. ■

COLETTE BRAECKMAN

DÉCLARATIONS

Kabila appelle à une coalition, Reynders dans l'expectative

La Belgique et l'Union européenne attendent désormais que les changements annoncés en République démocratique du Congo interviennent, a indiqué mercredi le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders.

« Nous avons émis nos doutes à de nombreuses reprises (sur le processus électoral), tant du côté européen qu'africain, nous aurions préféré que ça se passe dans un contexte de transparence », a souligné M. Reynders, interrogé en marge d'une conférence à Bruxelles. « C'est d'abord à la société civile congolaise et aux Congolais de dire quelle est la crédibilité du processus », a-t-il ajouté.

Ce mercredi soir, dans un discours prononcé à la télévision, sur la chaîne d'Etat RTNC, Joseph Kabila a préconisé « une coalition de toutes les forces progressistes » contre « les forces prédatrices », indiquant qu'il s'appropriait à passer la main « sans regret ni remords ». (afp, b)